

Communiqué du Bureau national du POI du 20 mars

## Après les annonces du gouvernement du 18 mars

**A**vec les déclarations et les mesures annoncées le 18 mars de MM. Castex et Véran, on atteint des sommets d'incurie, de bêtise, d'incohérence. Des décisions contradictoires prises au jour le jour, dans le chaos, dont la source est leur volonté forcenée de continuer coûte que coûte une politique déjà largement poursuivie avant même l'apparition du Covid par les gouvernements successifs de la V<sup>e</sup> République (loi travail, licenciements, remise en cause de l'assurance chômage, de la Sécurité sociale, destruction de l'hôpital public, de l'école...).

Ne voulant pas faire autrement, arqueboutés dans la défense de la classe sociale qu'ils représentent, le Covid est devenu pour eux une aubaine, un prétexte pour poursuivre cette politique.

Cette politique, elle n'a rien à voir avec la lutte contre le Covid. L'objectif de ce gouvernement n'est pas et n'a jamais été de protéger la population. Toutes ses mesures ont pour unique détermination de répondre aux exigences du capital financier. Des centaines de milliards sont déversées pour les multinationales pour qu'elles licencient, qu'elles remettent en cause tous les acquis collectifs.

Pendant ce temps, de la loi sur le séparatisme à l'organisation du fichage des militants, la fuite en avant autoritaire et liberticide du gouvernement se poursuit. Il n'y a pas de confinement quand il s'agit pour le Sénat d'examiner et d'aggraver le projet de loi sécurité globale.

Le prétexte avancé par le gouvernement est toujours le même : il faut éviter la « saturation des hôpitaux ». Mais qui a décidé de fermer 7 500 lits d'hôpitaux en 2 ans ? Qui est responsable du fait qu'il y a aujourd'hui moins de lits dans les hôpitaux qu'en mars 2020 ? Qui, sinon ce gouvernement ? Il confine la région parisienne, mais il décide la fermeture temporaire des urgences de l'Hôtel Dieu à Paris (où une partie de l'hôpital est en train d'être transformée en galerie commerciale de luxe), la fermeture prévue de services hospitaliers voire d'hôpitaux entiers comme aujourd'hui Beaujon et Bichat dans la région parisienne.

Que dire de la campagne de vaccination ? Comme hier sur les masques et les tests, c'est une véritable gabe-

gie. Et pour ceux qui souhaitent être vaccinés, c'est le parcours du combattant.

Christophe Prudhomme, urgentiste, dans un entretien au *Figaro* confirme cette situation dramatique des hôpitaux : « *Certains veulent peut-être éviter les sujets qui fâchent. Aucun lit de réanimation n'a été ouvert depuis janvier 2020, c'est-à-dire juste avant la crise (...). Nous payons aujourd'hui la politique des gouvernements successifs. C'est 60 000 lits en moins à l'hôpital depuis la période Roselyne Bachelot au ministère de la Santé !* »

Pour Gérard Kierzek, urgentiste, « *reconfiner, ce n'est absolument pas la solution. L'une des solutions serait d'avoir davantage de lits de réa et de lits conventionnels. Le véritable problème c'est qu'un an après le début de la crise, nous avons toujours la même capacité d'hospitalisation. Il n'y a pas de volonté de créer de nouveaux lits pérennes et de reconnaître une sous-capacité structurelle.* »

Et pourtant, malgré les interdictions et les obstacles, les travailleurs et la jeunesse cherchent à résister. Dans la population, le ras-le-bol, l'exaspération sont considérables. La révolte des professionnels de la culture qui veulent vivre, qui exigent la réouverture des lieux de spectacles en est une expression.

Ce 20 mars, des manifestations sont organisées dans tout le pays pour l'abrogation des lois liberticides.

Les militants du POI sont engagés aux côtés de tous ceux qui entendent résister et combattre pour :

**– la levée de l'état d'urgence, du confinement, du couvre-feu, de toutes les mesures liberticides et de toutes les fermetures qui en découlent ;**

**– l'arrêt des fermetures de lits et d'hôpitaux ;**

**– la réouverture des salles de spectacles et des théâtres, la réouverture des universités et la reprise de tous les cours pour tous les étudiants et tous les lycéens.**

Chaque semaine *Informations ouvrières* rend compte de façon indépendante de toutes les résistances, informe des grèves qui s'organisent contre la politique de Macron, son gouvernement et du Medef.

Adopté à l'unanimité